



Finances publiques: le syndicat CGT veut alerter l'opinion

■ **Après avoir boycotté** le premier Comité technique paritaire départemental (CTPD) de la direction des finances publiques de l'Aveyron organisé le 13 janvier dernier, le syndicat CGT a réitéré hier, affichant ainsi son mécontentement à l'égard des nouvelles mesures de suppressions d'emplois. Dans le département en effet, 17 emplois seront supprimés en 2011, soit « 3% des effectifs qui se rajoutent aux successives des années antérieures. En 3 ans nous avons perdu 45 emplois », explique le secrétaire départemental,

Alain Bagage. Dans un tract distribué hier devant le siège ruthénois, la centrale syndicale a dénoncé un niveau de suppression d'emplois insupportable qui engendre une dégradation de service rendu et des conditions de travail des 487 agents aveyronnais.

Pour Alain Bagage, cette « *politique organisée de démantèlement* » a un aussi un impact majeur sur la qualité du service rendu aux administrés. « *Tout le monde paie aujourd'hui la casse du service public financier.* »

Allongement de la durée de traitement

des réclamations, multiplication des risques d'erreur, retard dans l'encaissement des recettes des collectivités etc. Les exemples ne manquent pas soupire Alain Bagage qui déplore aussi la disparition progressive des trésoreries de proximité. Quatorze trésoreries ont été supprimées en 10 ans dans le département.

En 2011 en France, 2 543 suppressions d'emplois sont programmées au sein même de la Direction générale des finances. Selon le syndicat, 20 000 emplois ont été détruits depuis 2002.